

Les Études de La Vigie

De la retenue russe en Syrie

Beaucoup a été dit sur l'annonce par Vladimir Poutine du retrait partiel de ses forces en Syrie. Un mot réunit les analyses et leurs points de vue divers : surprise. Là-dessus, tout le monde s'accorde, Poutine a surpris la communauté internationale. Voici peut-être les premières leçons : la capacité de la direction russe non seulement à maîtriser le temps stratégique mais aussi à gérer ses déclarations publiques ; et l'autisme des analystes. Cela relativise grandement les propos de ceux qui affirment que la Russie n'a pas de soft power. Disons qu'il diffère du soft power occidental, parce que s'il dispose de moins de moyens massifs, il réussit pourtant à changer la donne. Or cette leçon peut être tirée de l'ensemble du dispositif russe en Syrie. Car Moscou, avec finalement des moyens limités (qu'on les compare simplement aux moyens américains ou de la coalition qu'ils actionnent), réussit à obtenir des gains réels. S'il est facile de dire qu'il n'a pas tout obtenu (moyen fréquent de dévaloriser le succès), constatons pourtant qu'il a obtenu beaucoup et vite, là où on lui prédisait seulement l'échec et l'enlisement. Pour autant, une appréciation mesurée de la situation ne peut se contenter de cette seule évaluation, puisque beaucoup d'incertitudes demeurent, qu'elles aient trait aux acteurs mais aussi aux événements en cours. De même, alors que la plupart des commentaires occidentaux se sont focalisés sur la place de la Russie dans l'ordre international (façon de discuter ses rapports avec un Ouest fantasmé), finalement peu de choses ont été dites sur les conséquences locales et régionales, pourtant la priorité de Moscou.

Des objectifs russes majeurs

Si l'on s'en tient aux déclarations du gouvernement russe, l'intervention en Syrie était motivée par deux objectifs principaux : stabiliser le pouvoir de Bachar el Assad et défaire les terroristes. Tout avait été dit avec assez de précisions, tant en matière de calendrier d'intervention qu'en matière de rééquilibrage stratégique et d'évolution politique. Mais on prête peu d'attention ou de crédit aux déclarations du Kremlin, leur préférant les analyses le plus souvent biaisées de commentateurs occidentaux patentés.

La **stabilisation du pouvoir syrien** avait plusieurs raisons. La première, quasi ontologique, est celle de la stabilisation étatique, de la sauvegarde de l'État, par opposition à l'habitude occidentale de « changement de régime », vue par Moscou comme une activité profondément déstabilisatrice et même antidémocratique. Pour Moscou, la stabilité institutionnelle est un objectif en soi (peu importe le régime), la pérennité étatique constituant l'alfa et l'oméga de la politique internationale car l'État est le pion de base de la société mondiale. Ceci explique d'ailleurs les réserves russes envers un éventuel découpage de la région du Levant ou même une réticence envers la fédéralisation de la Syrie. Après, mais après seulement, il s'agit d'appuyer un allié pour montrer la constance et la fiabilité de l'alliance russe. Celui-là parce qu'il est là, non parce qu'il enchante. Celui-là aussi parce qu'il y a une fenêtre d'opportunité (une moindre influence iranienne perceptible dès le printemps 2015, observée et exploitée par les Russes, comme nous l'avons [précocement expliqué à l'été 2015](#), voir aussi [LV23](#) et [24](#)). Celui-là parce qu'on a l'habitude de travailler avec la Syrie, qui met à disposition la base navale de Tartous, vénérable emprise russe en Méditerranée. Celui-là enfin parce qu'à travers lui, on compte bien regagner de l'influence sur le monde arabe au Moyen-Orient et au Maghreb.

Défaire les terroristes est la deuxième raison assumée car pour Moscou, le terrorisme islamiste constitue une menace ancienne et persistante. Les guerres dans le Caucase du Nord le lui ont appris depuis vingt ans. Moscou voit ainsi tout islamiste armé comme un « terroriste », ce qui inclut l'EI ou Jahbat al Nusrah mais aussi tous les mouvements salafistes syriens ou irakiens. Accessoirement, Moscou voit la lutte contre le jihadisme comme un vecteur utile de son rapprochement avec les États-Unis et plus largement comme le fondement d'une régulation internationale partagée.

La conjonction de ces deux objectifs explique aussi la stratégie déployée en Syrie, qui a visé sans arrêt les groupes rebelles qui combattaient directement le régime. Constatons que l'EI était plus rarement au contact (même si bien des observateurs ont oublié que la reprise de Kuweires, au nord d'Alep, avait été faite contre l'EI et que Palmyre fait aujourd'hui l'objet d'un réinvestissement en règle). Il s'agissait d'abord de desserrer l'étau pour regagner la Syrie utile, ce qui fut fait dans la province de Lattaquié, aux alentours d'Alep mais aussi au sud du côté de Deraa (cf. nos analyses dans [LV 26](#) et [LV29](#)).

Des objectifs annexes

Ces objectifs premiers s'insèrent dans une démarche plus générale qui dépasse la Syrie. Des considérations intérieures, régionales et internationales font partie de la décision russe.

Au niveau intérieur, il s'agit de démontrer aux Russes le retour de la Russie sur la scène internationale, mais aussi le regain de sa capacité de manœuvre et donc de sa puissance. Ce message est d'autant plus utile que la situation économique de la Russie est mauvaise (recul du PIB de 3% cette année), à cause principalement de la baisse des cours du pétrole (les sanctions occidentales n'ayant eu qu'un effet marginal, mais symboliquement important). Il s'agit également de tester la modernisation de l'appareil militaire, engagée depuis quinze ans. On

aura attendu pour cela fin septembre que tous les armements nouveaux soient au rendez-vous d'une attaque voulue comme aussi efficace que spectaculaire.

Au niveau régional, la Russie ambitionne de se replacer au centre du jeu. Certes, elle en faisait partie depuis des décennies et elle avait joué un rôle important dans la négociation sur le nucléaire iranien. L'intervention en Syrie lui permet non seulement de renforcer une présence militaire durable (outre la base navale de Tartous, la Russie dispose désormais de la base aérienne de Hmeimim, dans la région de Lattaquié) mais aussi une présence diplomatique évidente pour les capitales régionales qu'elle consulte ostensiblement.

Au niveau international enfin, la Russie suit plusieurs objectifs : redevenir un acteur incontournable du jeu international (de manière à casser le discours occidental sur l'isolement de la Russie), ce qui permet de nourrir le discours affirmant que la Russie « est une grande puissance » (le point est important sur la scène intérieure) ; nourrir un dialogue stratégique avec les États-Unis en profitant de leur moindre engagement dans la région et afficher une sorte de cogestion régionale (qui rappelle, de façon subliminale, les temps du monde bipolaire) ; enfin, si possible, abaisser les préventions euro-atlantiques contre la Russie (qui apparaîtrait désormais comme un collaborateur bienvenu pour régler la question syrienne et au-delà celle des réfugiés) en espérant, ultimement, un allègement des sanctions sur la question ukrainienne. Toutefois, il faut relativiser cet argument de « la Syrie contre l'Ukraine » qui semble marginal dans la Grande stratégie russe : la Russie n'est pas intervenue en Syrie pour se désengager d'Ukraine, même si elle considérerait avec faveur une éventuelle retombée positive sur ce théâtre-là.

Aux résultats

Six mois après le lancement de l'opération, V. Poutine déclare un retrait partiel, ce qui surprend tous ceux qui lui avaient prêté des intentions impérialistes voire aventuristes et ignoraient que la retenue avait été affichée d'emblée pour préparer une négociation à venir.

L'objectif principal de stabilisation du régime syrien est incontestablement atteint. D'ailleurs, il se dit qu'Assad voyait désormais les choses en grand et imaginait reconquérir toute la Syrie. Moscou ne voulait certainement pas cela, du moins immédiatement. C'est le président Poutine qui a organisé le cessez-le-feu, négocié avec les Américains, et voulu la relance des négociations de paix. En fait, stabiliser le régime est une chose, en être totalement dépendant en est une autre. Politiquement, Moscou voulait économiser ses moyens et conserver la liberté de manœuvre. Un Assad remis en selle sans qu'il puisse triompher, voilà sans doute l'objectif politique recherché.

Sur le terrain, **le combat contre les « terroristes » a surtout visé les rebelles menaçant la Syrie utile.** La plupart ont des affiliations islamistes, salafistes ou jihadistes. Il était dès lors simple pour la Russie de les mettre dans le même sac (il faut dire que la notion de « jihadiste modéré » qu'on a pu voir sous la plume de journalistes occidentaux laisse perplexe ; à l'inverse, tout combattant musulman n'est pas forcément d'abord un jihadiste, malgré la rhétorique russe). Le

régime a repris entre 10 et 15 % du territoire utile et se réapproprie Palmyre. La situation est laissée en l'état à Alep : les Russes n'ont pas pris la décision de clore le siège. Au fond, ils gardent des cartes en main pour faire pression si jamais les négociations ne débouchaient pas.

Quant à l'EI, il est surtout engagé par les Kurdes, au Nord. Ceux-ci sont soutenus aussi bien par les Américains que par les Russes. Ces derniers ont probablement accentué leur soutien après qu'un de leurs avions ait été abattu par la chasse turque. En soutenant les Kurdes, les Russes visent deux objectifs : s'allier avec les Américains dans la lutte contre l'EI, mais aussi soutenir un opposant déclaré à R. Erdogan. Il faut ici préciser, en effet, que les Kurdes de Syrie (PYD) sont dirigés par une organisation sœur du PKK turc. En soutenant les Kurdes syriens, Moscou soutient implicitement les Kurdes turcs. On peut ainsi tout à fait imaginer des livraisons d'armes aux Kurdes syriens, où les fournisseurs fermeraient les yeux sur la destination finale de la livraison.

Si l'on observe les objectifs secondaires : le pouvoir russe a obtenu le soutien de sa population à son action en Syrie, sans conteste. Surtout, il a testé ses nouvelles capacités militaires. Outre un certain nombre d'armements et de procédures (couverture anti-aérienne de zone, avions, missiles de croisière, aviation stratégique, renforcement logistique, radars et contre-mesures, systèmes d'information et de commandement), le plus remarquable et instructif reste la capacité russe démontrée de mener une opération de projection offensive loin de ses bases. Cela constitue le principal enseignement militaire qui révèle les progrès effectués depuis la guerre en Géorgie, où l'armée russe n'avait que peu convaincu (même si elle avait là aussi pratiqué la retenue tactique et gagné le conflit). Les progrès sont indubitables et cette capacité expéditionnaire constitue une grande nouveauté stratégique, bien plus que les débats à la mode sur le A2/AD. Accessoirement, cette démonstration militaire constitue un excellent argument de vente à l'export dans une région grande consommatrice de ce genre de moyens. Le label « testé au combat » constitue ici comme ailleurs un excellent argument marketing.

Une question demeure toutefois pendante : le retrait russe intervient au bout de six mois, soit la durée habituelle d'une relève. Une des raisons de ce retrait pourrait être l'incapacité à organiser une relève, justement, c'est-à-dire à conserver l'actuel tempo expéditionnaire. Toutefois, la Russie conserve ses deux bases et le personnel nécessaire à leur fonctionnement (on peut l'estimer à entre 500 et 1000 hommes par base, cf. les équivalents occidentaux). Si elle a rapatrié la moitié de ses avions, elle semble avoir laissé tous ses hélicoptères. Autrement dit, quand Moscou affirme que la Russie reviendra en quelques heures, la chose est évidente puisque tout le système de commandement et de logistique reste en place. Le retrait n'est que partiel. Il manifeste certes une pause opérationnelle, mais aussi un message stratégique (le temps est à la négociation) tout comme la capacité à revenir, si besoin était. Enfin, l'intervention russe à cruellement démenti l'hypothèse d'Obama selon laquelle toute intervention combinée est vouée à l'échec et au bourbier, car incapable de fournir des solutions politiques : le réalisme russe, de facture très classique, montre qu'une maîtrise des effets militaires au sol permet des succès convertibles en gains politiques.

Au niveau régional, la Russie apparaît donc comme un acteur crédible, même si son jeu apparaît encore confus avec certains acteurs.

Ainsi va-t-il de l'Iran. Les Russes sont venus en 2015 à la faveur d'un certain retrait de l'influence iranienne en Syrie. Moscou et Téhéran ne sont pas parfaitement alignés. Si Téhéran soutient Assad coûte que coûte, Moscou serait prêt à lui trouver un successeur si la négociation l'exigeait. De même, Téhéran a été très silencieux lorsque le chasseur russe a été abattu par la Turquie, et a conservé de bonnes relations avec Ankara. Cela étant, ces micro-différends ne contrarient pas la coordination opérationnelle qui a eu lieu sur le terrain, puisque les Iraniens ont fourni des forces au sol (souvent constituées d'Afghans et d'Irakiens) pour montrer aux Syriens qu'ils étaient aussi partie prenante à la stabilisation. Autrement dit, l'entente cordiale n'est pas une alliance sur tout, notamment sur les buts de guerre.

Ainsi également de l'Irak. Si le gouvernement de Bagdad a collaboré avec les Russes, sa marge de manœuvre est étroite entre les États-Unis d'un côté, l'Iran de l'autre. La question kurde demeure pendante. Toutefois, tout ce qui affaiblit l'EI et réduit son sanctuaire transfrontalier est une bonne chose pour Bagdad.

Ainsi aussi de l'Arabie Saoudite. Certes, elle exècre le régime syrien mais son obsession stratégique reste l'Iran. Voir intervenir une puissance capable d'équilibrer Téhéran reste à ses yeux la priorité et de ce point de vue, l'action russe paraît lui convenir plus que l'indécision américaine, abhorrée par Riyad. Par ailleurs, les Saoudiens respectent la force et la démonstration russe les a convaincus : Moscou serait capable de s'engager, ce que n'a pas fait Washington. Il faut donc ménager les Russes qui paraissent plus fiables que les Américains. Accessoirement, le retrait partiel russe a permis à Riyad de trouver une voie de sortie à son impasse yéménite : moins d'une semaine après, les autorités saoudiennes annonçaient une « pause » dans leur intervention au Yémen. Si même les Russes peuvent s'arrêter sans paraître faibles, alors les Saoudiens le peuvent aussi. Cela étant, il faudra à Riyad de l'habileté diplomatique pour transformer cette trêve en un processus politique viable : pas sûr que la diplomatie saoudienne soit à la hauteur, pas sûr non plus que les autres acteurs impliqués soient réellement mobilisés sur le sujet.

Ainsi des Kurdes syriens : eux aussi, quelques jours après l'annonce russe, déclarent se prononcer pour une fédéralisation, ce qui gêne bien du monde. Le régime actuel, tout d'abord, toujours partisan d'une Syrie unifiée (malgré l'alliance tacite avec les Kurdes) ; les autres groupes d'opposition, qui voient les Kurdes comme des traîtres et des « collabos » ; les Iraniens, Irakiens et Turcs qui se méfient comme de la peste de ces autonomies successives qui pourraient un jour coaguler en un État (même si le différend politique entre Kurdes syriens et Kurdes irakiens est très profond) ; les Russes enfin qui se méfient de tout projet qu'ils ne maîtrisent pas : or, dans le cadre des négociations en cours à Genève, le projet d'une fédéralisation n'est pas à l'ordre du jour. Toutefois, constatons que les Kurdes, qui ont pourtant marqué le plus de points contre l'EI, sont la seule partie au conflit qui n'est pas représentée dans les négociations !

Ainsi des Turcs, qui ne savent plus à quel djinn se vouer. L'opposition ouverte avec la Russie constitue un revers majeur, tout comme la consolidation du régime d'Assad ou la conquête kurde en passe d'effectuer la jonction de tous ses territoires au Nord de la Syrie, donc en bordure de la frontière turque. La trêve permet de retarder cette échéance, mais Ankara sait que ce n'est que partie remise et que les Russes devraient aussi augmenter la pression en Transcaucasie (Arménie). Dès lors, Ankara essaye de renouer avec Israël, sans grand succès, ainsi qu'avec Téhéran, qui a répondu avec sa prudence traditionnelle de chat matois. Disons que pour tous les acteurs régionaux, la Turquie apparaît comme un partenaire mineur, encombrant, une carte à jouer dévaluée pour se défausser dans le petit jeu.

Ainsi d'Israël, qui depuis le début de l'intervention russe s'est rapproché de Moscou. Pour Tel-Aviv, le danger principal de la région reste le Hezbollah, bien plus que le régime syrien. Voir ainsi s'établir un compétiteur à l'influence iranienne fut à Jérusalem une bonne surprise (un peu la même que celle ressentie à Riyad, tant les agendas israéliens et saoudiens sont souvent corrélés). Tel-Aviv a donc cherché à transiger avec Moscou pour empêcher tout renforcement indu du Hezbollah. La trêve permet de ce point de vue un gel de la situation et un maintien d'Assad et de ses alliés dans une certaine précarité. Accessoirement, ce rapprochement se fait sur fond d'exploitation gazière avec Chypre et la Grèce, selon des mécanos industrialo-financiers qui plaisent autant aux Russes qu'aux Israéliens.

Ainsi des autres puissances arabes. Égypte, Algérie, Maroc constatent tous la nouvelle puissance russe et cherchent activement son appui, que ce soit par des manœuvres conjointes (Égypte), des achats d'armement (Égypte, Algérie) ou des visites officielles (Maroc, Égypte). Un nouveau tuteur stratégique est revenu sur le marché.

Ainsi enfin des États-Unis, ce qui nous fait passer au niveau international. On se souvient du mot de B. Obama : « nous avons une stratégie au Moyen-Orient ». Elle peinait à s'incarner, au-delà de l'appui guerrier à l'Irak dans la lutte contre l'EI. L'intervention russe en Syrie a permis une certaine répartition des rôles et surtout des gains réels, tant en Irak qu'en Syrie. L'intervention russe mais surtout l'annonce de la trêve et la relance du processus de paix ont été des divines surprises, permettant aux États-Unis de s'afficher comme co-parrains de l'évolution. S'il n'y a pas eu de coordination opérationnelle ouverte, constatons la réalité de la coordination politique marquée par de multiples rencontres ouvertes. D'ailleurs, dans sa déclaration de retrait, V. Poutine ne s'est pas privé de mentionner deux fois cette coordination avec le président Obama : il affichait ainsi l'égalité tant recherchée...

Le **reste du monde est resté coi**, « prenant note de l'évolution des choses ». L'Union européenne en tant que telle a, il est vrai, peu à voir dans l'affaire, malgré la participation d'un certain nombre de ses membres à la coalition anti EI en Irak ou en Syrie. Mais cela se saurait si l'Europe avait une politique moyen-orientale, que dire, une politique étrangère active au service d'intérêts identifiés ...

Quant aux sanctions, il est précoce de se prononcer. Constatons qu'un certain nombre de responsables européens (italiens, hongrois ou français notamment) appellent à la levée des sanctions. Cela n'a pas forcément à voir avec la Syrie, bien plus avec la panne du processus de Minsk due principalement à Kiev, chacun le sait. Il reste que, vu de Moscou, ce qui se passe en Syrie n'est pas mauvais non plus pour ce front-là.

Et demain ?

Ainsi, la position russe sort-elle confortée de ces six mois d'intervention et son actuelle retenue militaire, même vue comme un stratagème, favorise cette sortie politique encore introuvable de la crise syrienne. Rigueur dans la conception stratégique, méthode et opiniâtreté dans la conduite militaire, souplesse dans la manœuvre politique : les **marques évidentes d'un savoir-faire classique**, celui d'un pays à la grande tradition stratégique qu'on avait hâte outre-Atlantique et outre-Manche de remiser à l'échelon régional. Certes, des limites demeurent : la Russie est-elle réellement capable de relancer son intervention militaire ? Le processus de négociation peut-il déboucher sur un résultat tangible et un processus politique viable, vu l'hostilité très grande des parties à la table ? Pour y parvenir, il faudra que d'autres acteurs majeurs fassent également preuve de retenue, à commencer par l'Arabie Saoudite et la Turquie. Mais leur partenaire américain aura alors son rôle à jouer, s'il veut se pouvoir consacrer à son « grand jeu », la compétition avec la Chine ...

Il reste que **la Russie se trouve aujourd'hui « à la poignée de l'éventail »**, en prise avec tous les acteurs. Rappelons qu'elle est à l'aise dans ces situations troubles et non achevées qui procèdent des conflits gelés. Un certain niveau de tension lui permet de contrôler à distance les choses. Aussi le gel actuel de la situation en Syrie lui convient-il. Elle devrait soutenir quelque temps les négociations, sachant qu'elle ne semble apparemment pas parier sur la personne d'Assad. Seule l'intéresse la perpétuation du régime, au sens premier du mot, c'est-à-dire la continuité de l'État et la primauté du choix des peuples concernés. Que le pouvoir soit tenu par des Alaouites ou par la famille Assad l'indiffère sans doute. Toutefois, cela fait cinq ans qu'on parie sur une éventuelle déconnexion entre le clan Assad et son réseau de soutien et force est de constater que ce lien perdure, solide. Disons que pour Moscou, le sort d'Assad est négociable même si l'objectif final des rebelles (un gouvernement de transition désigné par la rébellion) n'est pas admissible. En fait, Moscou a quelque chose à négocier dans ses tractations avec les Américains qui ont l'air de pouvoir s'accommoder d'une telle issue. Cela serait peut-être alors acceptable par Saoudiens et Turcs. Mais les négociations seront longues, sous la menace persistante d'une reprise des combats.

De ce point de vue, **la Russie dispose d'un gros bâton : la menace de son retour**. Chacun croit désormais en l'efficacité de son action militaire, les rebelles les premiers. De ce point de vue, le retrait est bien partiel. Il suffira que les négociations patinent par la faute des uns (les rebelles) ou des autres (le clan Assad) pour que la Russie module son engagement, reprenne ici l'initiative des combats, cesse là son appui feu... Au fond, elle pratique une vision classique des

relations internationales, celle où la politique est la continuation de la guerre par d'autres moyens, principe oublié, y compris des meilleurs clausewitziens.

De façon plus large, la Russie essaiera sans aucun doute de pousser son avantage et de renforcer son influence régionale, probablement en Égypte qui est le pays le mieux disposé et le plus dans l'embarras : son inefficacité au Sinaï est patente, tandis que la Libye voisine lui cause bien des soucis. Il lui faudra trouver un accommodement avec les deux autres parrains locaux que sont l'Arabie Saoudite et les États-Unis : c'est faisable à l'heure du désengagement américain actuel.

Ainsi, ce retrait apparaît comme une **décision tactique qui traduit une retenue stratégique** habilement calculée permettant de renforcer, paradoxe seulement apparent, une avancée réelle des positions russes au Moyen-Orient.

Il a fallu l'effondrement brutal du III^{ème} Reich nazi pour que derrière « les Boches » nous retrouvions des Allemands partenaires fiables du progrès en Europe ; il faudra sans doute plus de temps pour qu'après la fin de la Guerre froide, derrière « les Soviets », nous retrouvions des Russes partenaires avisés de la viabilisation du continent européen, de l'Atlantique à l'Oural. Il faudra pour cela d'abord apprendre à les écouter avec soin sans oublier que la « victoire froide » de l'Alliance atlantique sur le Pacte de Varsovie n'a été possible que parce que les Russes les premiers se sont débarrassés du soviétisme dès la fin des années 1980.

JDOK

